

LETTRE OUVERTE

Paris, le 20 février 2026

Les règles sont une question de justice sociale : des élus·es et candidat·es appellent à faire de la justice menstruelle un engagement municipal



Le 20 février, **Journée mondiale de la justice sociale**, est l'occasion de rappeler une évidence trop longtemps passée sous silence : il ne peut y avoir de justice sociale sans justice menstruelle. Aujourd'hui encore, en France, avoir ses règles reste pour beaucoup un obstacle quotidien à l'égalité réelle. Ce sujet, intime en apparence, est en réalité profondément politique : il touche à l'accès aux droits, à la santé, à l'éducation, au travail, au sport et à la participation à la vie locale.

La précarité menstruelle concerne près de 4 millions de personnes dans notre pays. Derrière ce chiffre, il y a des réalités très concrètes : une élève qui manque l'école faute de protections, une salariée qui renonce à une journée de travail, une personne qui s'éloigne des activités sportives ou de la vie sociale par manque de ressources, d'espaces adaptés ou d'information. Ce n'est pas une fatalité biologique : ce sont des inégalités sociales, qui se vivent chaque mois, partout sur les territoires.

À l'approche des élections municipales de mars 2026, nous sommes convaincu·es d'une chose : les communes ont un rôle déterminant à jouer. Parce que ce sont elles qui sont au plus près du quotidien, elles peuvent faire de la santé menstruelle un levier concret de dignité, d'égalité et de cohésion sociale.

Et cela fonctionne déjà.

Que ce soit en généralisant la mise à disposition gratuite de protections périodiques, en développant des actions d'information et de sensibilisation à la santé menstruelle, en soutenant les associations locales, ou encore en intégrant ces enjeux dans les politiques de solidarité, de jeunesse, de sport ou de ressources humaines, des dizaines de collectivités ont déjà prouvé que la justice menstruelle se décline concrètement au niveau local.

Ces initiatives montrent qu'il est possible d'agir dès aujourd'hui, avec des mesures utiles, visibles et positives pour les habitant·es. Pour que plus personne ne manque l'école, le travail ou le sport à cause des règles, il est temps de faire de la santé menstruelle un sujet pleinement intégré aux politiques publiques locales. En parler, former, équiper, informer, rendre visibles ces enjeux : c'est permettre à chacun·e de vivre son quotidien sans que les règles soient un frein, un tabou ou une source d'exclusion.

La justice sociale se construit aussi dans l'ordinaire. Dans un collège, une médiathèque, un centre social, dans les toilettes d'un gymnase ou encore au cœur des politiques de prévention et de santé. Prendre en compte la santé menstruelle dans les programmes municipaux, c'est agir concrètement pour la liberté, l'égalité et la dignité de toutes et tous.

À travers cet appel, nous souhaitons rassembler les élus·es et candidat·es qui veulent faire des règles un véritable sujet municipal. Rejoindre ce mouvement, c'est affirmer que la justice menstruelle est un enjeu d'intérêt général, et s'engager à la traduire en actions sur son territoire.

Ensemble, faisons des municipales 2026 un moment où les règles cessent d'être un impensé des politiques locales, pour devenir un levier assumé de justice sociale.

Cet appel est co-signé par l'association Règles Élémentaires qui outille et accompagne les élus·es à lutter contre la précarité menstruelle et promouvoir la santé menstruelle sur leur territoire.

Retrouvez tous les exemples et propositions sur la plateforme dédiée :

<https://municipales2026.reglelementaires.com/>

CONTACT :

**Pénélope Foures – chargée de plaidoyer Règles Élémentaires
penelope.foures@reglelementaires.com**

SIGNER LA LETTRE